

	NOM du représentant légal :		Prénom du représentant légal :	
	Fonction du représentant légal : (Maire, président...)			
	NOM Prénom du responsable du projet : (Si différent)			
	Fonction du responsable du projet : (Si différent)			

COORDONNÉES DU DEMANDEUR

Coordonnées	Adresse permanente : (N°, voirie, complément...)			
	Code postal :		Commune :	
	N° de téléphone :		Adresse mail :	

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le guichet unique connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

N° IBAN :		N° BIC :	
-----------	--	----------	--

Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR SELON LA CATEGORIE

1) Taille de l'entreprise

Données de la structure demandeuse (Les données sont celles du dernier exercice comptable clos)	Chiffre d'affaires/budget (€) :	_____		
	Nom de la commune (Des communes en cas de groupement de communes)		Nombre d'habitants (au dernier recensement)	Budget (dernier exercice comptable)
Cas spécifique des investisseurs publics (Joindre le dernier budget voté + délibération ou PV de l'organe compétent approuvant l'opération et son plan de financement)				

Quels sont vos effectifs humains à la date de la demande (UTH/ETP) ? : _____

2) Marchés publics

Tous demandeurs (exceptés les personnes physiques et les GAEC) sont tenus de signer l'annexe « confirmation du respect des règles de la commande publique » en cochant à minima les engagements du représentant légal.

■ Les dépenses de l'opération sont-elles soumises à la commande publique ? oui non

Si vous êtes soumis à la réglementation des marchés public (collectivité, lycées agricoles, EPCI...), veuillez remplir les champs suivants.

■ Quel est l'état d'avancement du marché ? (Joindre au formulaire les pièces justificatives du/des marché(s) public(s)) : _____

- J'atteste l'absence de conflits d'intérêt.
 J'atteste que le marché n'a pas été artificiellement scindé
 J'atteste que le marché n'a pas été artificiellement scindé

3) Pour toutes les personnes physiques

Caractéristiques du demandeur

■ **Etes-vous exploitant ?** Agriculteur à titre principal (ATP)
 Agriculteur à titre secondaire (ATS)

■ **Avez-vous fait valoir vos droits à la retraite ?** oui non

■ **Votre exploitation est à moderniser dans un objectif de reprise ?** oui non
(Si oui se référer à la liste des pièces justificatives à apporter)

■ **Vous êtes installé (ou en cours) pour la première fois en tant que chef d'exploitation (*) ?** oui non

(*) Si oui, veuillez remplir les champs suivants :

■ **S'agit-il d'une création d'exploitation ?** oui non

Par création d'exploitation, il faut entendre création de nouvelles entreprises rurales. La reprise d'exploitation préexistante ne vaut pas création. Dans le cas particulier des GAEC, la création de GAEC partiel ne peut être considéré comme une nouvelle exploitation.

■ **Vous êtes en cours d'installation :**

Avez-vous fait une demande d'aide à l'installation (DJA) ? oui non

Si oui indiquez la date de dépôt de dossier complet de la demande d'aide à l'installation : ____/____/____
(attention le certificat de conformité jeune agriculteur (CJA) vous sera demandé à votre demande de paiement)

■ **Vous êtes installé :**

* Vous êtes bénéficiaire de la DJA : vous devez être installé depuis moins de 5 ans

- Date de l'installation (cf. certificat de conformité jeune agriculteur : CJA) : ____/____/____

- Votre projet s'inscrit-il dans le plan d'entreprise du dossier d'installation ? oui non
(si oui pour rappel, vous avez 4 ans à partir de l'installation pour achever vos travaux, si non 2 ans)

* Vous n'êtes pas bénéficiaire de la DJA :

Conditions d'âge :

- Avez-vous moins de 40 ans au moment du dépôt de votre dossier ? oui non
- Etes-vous installé depuis moins de 2 ans ? oui non
- Etes-vous installé depuis moins de 5 ans ? oui non
- Date d'installation figurant sur votre attestation MSA : ____/____/____

Conditions de formation (à remplir uniquement pour les moins de 40 ans et les installés pour la première fois) :

- Avez-vous réalisé un plan de professionnalisation personnalisé ? oui non
- Avez-vous réalisé une étude économique pour votre installation ? oui non
- Disposez-vous de la capacité professionnelle agricole (CPA) ? oui non
- Avez-vous obtenu par dérogation préfectorale une autorisation d'exploiter ? oui non
(Si oui joindre justificatif CPA ou dérogation au formulaire)

Si vous ne pouvez justifier de la CPA ou de la dérogation veuillez préciser (déclarations à justifier par des documents probants) :

Votre diplôme : _____

Avez-vous exercé une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au moins 24 mois minimum au cours des 3 dernières années ? oui non

Avez-vous exercé une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au moins 40 mois minimum au cours des 5 dernières années ? oui non

4) Pour les personnes morales, formes sociétaires

- Votre exploitation est à moderniser dans un objectif de reprise (uniquement pour les EARL unipersonnels) ? oui non
- Si aucun des associés n'est exploitant agricole, le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM ? oui non
- Au moins l'un des associés n'a pas fait valoir ses droits à la retraite ((joindre le document probant) ? oui non lequel : _____

■ Nombre d'associés « exploitant agricole » : |_|_|

■ Liste de tous les associés, tableau à compléter

(En cas de saisi papier et si le nombre d'associés est supérieur à 5, le tableau ci-dessous doit être complété sur une feuille à part en veillant à bien suivre le modèle)

Associés : • Civilité, nom et prénom pour les personnes physiques • Dénomination sociale pour les personnes morales	N° SIRET	% de parts dans la société (Si JA ou nouvel agriculteur, la bonification du taux se fait au prorata des parts à condition de détenir au moins 10% des parts)	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire DJA			Non bénéficiaire DJA		
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Date de dépôt de dossier complet DJA	Date installation MSA	Titulaire CPA ou en cours de processus CPA	Si nouvel agriculteur, plan de professionnalisation ou étude économique de l'installation
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> non agricole	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme :</i> _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> non agricole	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme :</i> _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> non agricole	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme :</i> _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> non agricole	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme :</i> _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> non agricole	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme :</i> _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

5) Personnes morales ou physiques : certifications SIQO (signes officiels de la qualité et de l'origine)

Certifications SIQO de l'exploitation

■ **L'exploitation est-elle reconnue en AB, totalement ou partiellement ?**

- exploitation partiellement certifiée AB. Indiquer la production concernée :
- exploitation totalement certifiée AB
- non

■ **L'exploitation produit-elle sous d'autres dénominations SIQO (indiquer la production en SIQO) ?**

- label rouge, production(s) concernée(s) :
- IGP, production(s) concernée(s) :
- AOP/AOC, production(s) concernée(s) :
- en transition vers l'un des SIQO cités. Préciser la production concernée : _____
- autre, préciser et production(s) concernée(s) :
- non concerné(e)

6) Pour les groupements d'agriculteurs (CUMA, GIEE, autres), les groupes opérationnels du PEI et les adhérents GIEE

Vous déposez un dossier en tant qu'adhérent à : (dans ce cas votre projet doit s'inscrire dans le projet du collectif)

- un GIEE ? oui non

Si oui, préciser le nom et la vocation du GIEE : _____

- un groupe opérationnel (GO) relevant du programme européen de l'innovation (PEI) ? oui non

Si oui, préciser le nom et la vocation du groupe opérationnel : _____

Vous déposez un dossier au nom de la structure collective :

- Nombre d'exploitants agricoles du groupement qui participent à l'investissement : |__|__|

- Au moins l'un des membres remplit la condition d'âge (moins de 18 ans et n'a pas fait valoir ses droits à la retraite) ((joindre le document probant) ? oui non
lequel : _____

- Liste de la totalité des personnes physiques ou morales (en qualité d'adhérents, d'associés, etc.) membres du groupement :

(Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si le nombre d'adhérents est supérieur à 12 ; joindre également tous les justificatifs en fonction des déclarations : AB, SIQO, JA/NA ainsi que tous les statuts des membres)

() : être âgé de 18 ans au moins : une seule personne du groupement remplissant la condition d'âge suffit (joindre le document probant).*

*(**) : Toutes SIQO or AB. Indiquer la production principale en SIQO ou à défaut au moins une production sous SIQO. Indiquer aussi les productions en transition vers un SIQO.*

Nom et prénom ou dénomination de la société	Code postal	Nom commune	N° SIRET	Rempli la condition d'âge (*)	Statut d'agriculteur (personne morale ou physique)	Participant au projet	Nouveau installé (jeune agriculteur et nouvel agriculteur)	Labellisé AB en totalité ou partiellement	Exploitation sous SIQO **	Exploitation adhérente à une charte bien-être animal
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :
				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :	<input type="checkbox"/> oui, préciser :

Localisation du siège de l'exploitation

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : _____

Code postal : |__|_| |__|_| |__|

Commune : _____

Zonages concernés par le siège de l'exploitation

■ zone de montagne zone de déprise démographique (carte SRADDET et liste des communes impactées à télécharger sur le site europe-bfc)

zone karstique Aire d'alimentation de captage prioritaire

(Pour les collectifs, c'est le siège du groupement qui fait foi)

■ Votre exploitation a-t-elle au moins un îlot ou un ouvrage de stockage situé en zone vulnérable ? oui non (1)

Si oui, préciser :

zone vulnérable 2018 bassin Seine Normandie (2)

zone vulnérable 2021 (3)

autre zone vulnérable (4)

Excepté les créations d'exploitation, vous avez un délai de 2 ans à compter de la date d'application de la norme pour vous mettre en conformité. Pour les créations d'exploitation, vous avez 2 ans après installation pour vous mettre en conformité.

(1) : Si non, seuls les jeunes agriculteurs (JA) devant se conformer aux normes peuvent prétendre à l'aide effluent, sous réserve de délai réglementaire admissible (se reporter à la notice).

(2) : Dans ce cas, seules les exploitations ayant fait leur DIE et obtenu une dérogation en préfecture/DDT dans les temps peuvent prétendre à l'aide effluent. Hors création d'exploitation, les travaux doivent être terminés dans les 2ans après la date d'application obtenue par DIE et/ou dérogation.

(3) : Dans ce cas, les exploitations (excepté les créations d'exploitation) ont 2 ans à compter de la date d'application de la norme pour obtenir une aide effluent et réaliser les travaux.

(4) : Dans ce cas, sauf pour les créations d'exploitation, aucun projet de mise en conformité ZV n'est éligible à l'aide.

Situation de l'exploitation au regard des Normes règlementaires

Normes liées à la gestion des effluents

■ Votre exploitation est-elle aux normes au moment de votre demande ? oui non

■ Situation de l'exploitation au regard des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

Votre exploitation est : déclarée au titre de la réglementation ICPE

enregistrée au titre de la réglementation ICPE

autorisée au titre de la réglementation ICPE

non soumise à l'ICPE mais au RSD

Normes liées au bien-être des animaux (BEA)

■ Votre exploitation est aux normes pour :

La santé des animaux et la qualité sanitaire des denrées d'origine animale : oui non

L'élevage, la garde et la détention des animaux : oui non

■ Etes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) ?

Veaux de boucherie oui non (1)

Porcs dont reproducteurs oui non (1)

Poules pondeuses oui non (1)

Poulets à viande oui non (1))

Palmipèdes à foie gras oui non (1)

(1) Si non, vous ne pouvez pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

Dans le cas où votre demande concerne un projet d'amélioration du bien-être animal ou de la biosécurité, il vous sera demandé de joindre un diagnostic confirmant que vous êtes aux normes concernant le bien-être animal (se reporter aux annexes de la notice).

3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION (ELEMENTS COMMUNS AUX TROIS VOLETS)

Type de production concernée par le projet

- bovin ovin caprin Précisez la filière : lait viande mixte
 porcin volaille (y compris palmipèdes à foie gras) lapin cheval
 autre, précisez : _____

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet : _____

Description de(s) atelier(s) d'élevage concerné(s) par l'investissement

	Effectif total de l'exploitation avant-projet	Effectif total de l'exploitation après projet	Nombre d'animaux concernés par l'investissement	Calcul de l'UGB (cf. annexe de la notice)
Taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans				
Bovins entre 6 mois et 2 ans				
Bovins de moins de 6 mois				
Equidés de plus de 6 mois				
Equidés de moins de 6 mois				
Ovins				
Caprins				
Truies reproductrices > 50 kg				
Autres porcins				
Poules pondeuses				
Autres volailles				
Lapins				
Autres (préciser)				

Éléments complémentaires pour l'appréciation des critères d'éligibilité

■ Vos infrastructures de gestion des effluents doivent être en régularité au regard des normes avant (sauf si un délai de mise aux normes est en cours*) et après réalisation de votre projet **pour pouvoir bénéficier des subventions au titre du volet bâtiment ou du volet énergie.**

* sont concernés les créations et les reprises d'exploitation ainsi que les exploitations impactées par la mise en place de nouvelles normes effluent.

En conséquence :

a) Même si vous ne sollicitez pas d'aide effluent, et si votre projet a un impact sur les capacités exigibles, vous devez joindre à votre dossier un devis justifiant des travaux que vous allez réaliser pour vous mettre aux normes en gestion des effluents.

b) Le DEXEL est une pièce justificative qui vous sera demandé en fonction de votre situation :

L'exploitation est en aire paillée intégrale avant travaux autorisant un stockage au champ ? oui non

Si oui inutile de fournir un DEXEL avant travaux

L'exploitation sera en aire paillée intégrale après travaux autorisant un stockage au champ ? oui non

Si oui inutile de fournir un DEXEL après travaux

Si vous n'êtes pas dans l'un de ces deux derniers cas de figure, veuillez remplir les champs suivants :

Êtes-vous JA répondant aux différentes conditions d'attribution des aides (se référer à la notice) ? oui non

Si oui fournir un DEXEL après travaux

Si non, votre projet aura-t-il un impact sur vos capacités de stockage réglementaires ? oui non

Si oui fournir un DEXEL avant et après travaux, si non fournir un DEXEL avant travaux

Veuillez reporter dans le tableau ci-dessous les dépenses en fonction de vos devis et si besoin à l'aide du DEXEL, les capacités réglementaires minimum à détenir avant et à l'issue du projet.

Libellé de la dépense	Fournisseur et n° du devis	Capacité totale de l'ouvrage en projet	Capacité réglementaire avant-projet	Capacité minimum à détenir à l'issue du projet

■ **Filière équine :**

L'activité d'élevage est-elle dominante sur la base de la moyenne sur 3 ans du chiffre d'affaires ? oui non

Si non, les investissements sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide. Si oui, sont éligibles les seuls investissements de modernisation relatifs à la reproduction et à l'élevage, à la prise en pension de chevaux avec activités de services, aux activités de débouillage, dressage et entraînement. Les seules activités liées aux sports équestres, aux activités de loisirs (centres équestres sans élevage), à la simple pension de chevaux ne sont pas éligibles.

■ **Filières viandes blanches (porc et volaille) :**

* Exploitation certifiée SIQO pour l'atelier concerné par l'investissement ?

oui non Quel SIQO ? _____

* Si non, exploitation adhérente à une charte bien-être animal (BEA) pour l'atelier concerné par l'investissement ?

oui non Laquelle : _____

(Se référer à la notice pour le cahier des charges attendu et la liste des chartes BEA éligibles)

* Si oui, votre projet concerne une construction neuve respectant le minimum requis des investissements éligibles liés au bien-être animal et à la biosécurité ? : oui non

(Investissements listés dans les annexes de la notice de demande d'aide) :

* Filière porcine conventionnelle uniquement :

La condition de consommation énergétique inférieure ou égale à 972 kWh/place en maternité, 92 kWh/place en post-sevrage, 43 kWh/place en engraissement et 173 kWh/place en gestation est-elle respectée ?

oui non

(Si non, seule la rénovation de bâtiment est éligible.)

* Filière volaille conventionnelle uniquement :

La condition de consommation énergétique, tous postes confondus, inférieure ou égale à 115 kWh/m2/an est-elle respectée ?

oui non *Si non, les investissements sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide*

Nature des investissements du projet

- Construction neuve
- Extension d'un bâtiment existant
- Rénovation d'un bâtiment existant
- Aménagements intérieurs sont éligibles)
- Pas de travaux (équipements)
- Autre
- Auto-construction (seules les dépenses de matériel, achat, location)

Veillez indiquer la surface construite et/ou rénovée : _____ m²

■ Catégorisation de l'investissement : postes de dépenses envisagés

Plusieurs réponses possibles :

- Aménagements extérieurs
- Dépenses spécifiques BEA et biosécurité
- Equipements aléas climatiques
- Fabrication d'alimentation animale
- Logement des animaux (constructions neuves et aménagements)
- Matériel et équipements
- Stockage de fourrage (constructions neuves et rénovation)
- Stockage / économies d'eau
- Traite (salle de traite, robot)

- Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)
- Etudes et diagnostics d'avant-projet (frais d'ingénieurs et de consultation, études de faisabilité, de diagnostics...)

Nombre total de places prévues en logement des animaux : _____

Surface de stockage d'aliments _____ m²

Appréciations complémentaires des critères d'éligibilité

- Votre projet concerne-t-il la création d'un boviduc ?** oui non

Dans l'affirmative, il faudra obligatoirement fournir :

- (1) *Un diagnostic d'autonomie alimentaire montrant la nécessité de l'équipement pour convertir une parcelle fauchée en parcelle pâturée à creuser, réalisé par la chambre ou des techniciens d'instituts techniques, peut être inclus dans les frais généraux et donc subventionnable ;*
- (2) *Une autorisation de travaux délivrée par la collectivité détentrice de la route ;*
- (3) *Une convention d'utilisation du boviduc signé avec la collectivité (pérennité de l'équipement et de son utilisation pendant la durée de l'engagement).*

- Votre projet comporte une dimension d'insertion paysagère ?** oui non

Si oui, vous devez fournir des documents officiels justifiant cette insertion.

Appréciations complémentaires des critères de sélection

■ Amélioration du bien-être animal (BEA) :

- Votre exploitation a été diagnostiquée avec un outils BEA indépendant ? oui non

(Joindre le justificatif)

- Votre projet concerne une construction ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air (volaille /porcin)

(Investissements répondant aux obligations de biosécurité) ? : oui non

- Filière lait standard (toutes espèces laitières : bovins, ovins, caprins, équins) :

La surface en herbe (prairies permanentes + temporaires) est > 50% à la SAU ? oui non

(Fournir un justificatif de votre déclaration)

- Votre projet concerne des investissements bien-être animal et biosécurité listés en annexe de la notice ? : oui non

Préciser : _____

Dans l'affirmative, il faudra obligatoirement fournir des diagnostics bien-être animal et biosécurité (voir liste des diagnostics éligibles annexé dans la notice de demande d'aide)

■ Prise en compte du dérèglement climatique : sous rubrique résilience

- Votre exploitation possède du stockage d'eau pour économiser l'eau potable ?

(Mis en place depuis moins de 5 ans avant dépôt du dossier) oui non

(Fournir les justificatifs : de fins de travaux, factures...etc.)

- Votre exploitation possède du stockage de fourrage et/ou d'aliments destinés à l'alimentation des animaux de l'exploitation ?

(Mis en place depuis moins de 5 ans avant dépôt du dossier)

oui non

(Fournir les justificatifs)

- Votre projet concerne des investissements de stockage de bois litière destiné aux animaux de l'exploitation ?

(Si plan de gestion du bocage)

oui non

(Fournir les justificatifs)

■ Constructions bois/insertion paysagère

- Le projet prévoit-il des constructions bois ?

oui non

- Préciser (ossature, charpente, bardage...) : _____

- S'agit-il de constructions en bois local ?

oui non

Si oui préciser la provenance du bois (justificatif à l'appui) : _____

- Le bois est-il certifié : « AOC bois du Jura » « Bois des territoires du Massif Central » autre, préciser : _____

- Votre projet peut prétendre aux points "intégration paysagère" ? oui non

(Fournir la preuve du respect de prescriptions architecturales et paysagères établies établie dans le volet paysager du permis de construire par un architecte diplômé de l'état)

■ Amélioration des conditions de travail

- L'un des investissements du projet est listé dans l'annexe de la notice (ou peut prétendre au critère) santé et sécurité humaine ? :

oui non

Si oui investissement de

type I type II

(Se référer aux annexes de la notice pour la catégorisation des investissements)

- Préciser la nature de l'investissement : _____

DESCRIPTION DES TRAVAUX VOLET PERFORMANCE ENERGETIQUE

Nature des investissements du projet

Investissements sur le poste bloc de traite

Isolation

Chauffage/ventilation

Séchages

Autre, préciser : _____

Auto-construction (seules les dépenses de matériel, achat, location sont éligibles)

Catégorisation de l'investissement : postes de dépenses envisagés

Rénovation de bâtiment dans le but d'optimiser/économiser l'énergie (isolation)

Equipements dans le neuf vertueux au niveau de la performance énergétique

Achat de matériel visant à améliorer la performance énergétique

Séchage en grange fourrage/culture

Valorisation de la matière organique

Installation de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas de soutien tarifaire

Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)

Etudes et diagnostics d'avant-projet (frais d'ingénieurs et de consultation, études de faisabilité, de diagnostics...)

Appréciations complémentaires des critères d'éligibilité : l'analyse de la performance énergétique

- **Avez-vous réalisé un diagnostic énergétique ?** oui non

Si oui :

* Date de réalisation : ____/____/20____ (jj/mm/aaaa)

* Nom du prestataire : _____

- **Si vous l'avez réalisé, mettez-vous en œuvre la totalité des prescriptions du diagnostic énergétique?** oui non

Si non, lesquelles suivez-vous ?

- **Pour ce diagnostic, bénéficiez-vous d'une autre aide ?** oui non

Si oui : nom de l'organisme : _____ (EDF, ENGIE, collectivités territoriales, ADEME...)

Quel est le montant pris en charge ? _____ €

- **Quel(s) type(s) d'énergie utilisiez-vous avant le projet ? (Toutes les consommations sont exprimées Giga-Joule (GJ) par unité d'UGB)**

Précisez la moyenne de vos consommations sur 3 ans à l'échelle de votre exploitation divisée par le nombre d'UGB

Fuel Consommation : _____ GJ

Gaz Consommation : _____ GJ

Gaz GPL Consommation : _____ GJ

Electricité Consommation : _____ GJ

Bois Consommation : _____ GJ

Autres Consommation : _____ GJ

- **Après investissement, quelle est l'estimation de la quantité d'énergie économisée ? (Toutes les consommations sont exprimées Giga-Joule (GJ) par unité de production)**

(Estimation de l'économie énergétique à l'échelle de l'exploitation par année d'utilisation en comparaison avec les consommations moyennes des trois dernières années).

Fuel Economie : _____ GJ

Gaz Economie : _____ GJ

Gaz GPL Economie : _____ GJ

Electricité Economie : _____ GJ

Bois Economie : _____ GJ

Autres Economie : _____ GJ

- **En cas d'installation de production d'énergie renouvelable**, il vous faut fournir l'étude d'installation. En effet les installations bénéficiant d'un soutien tarifaire ne sont pas éligibles.

- **En cas de projet de séchage solaire en grange**, vous devez fournir une étude indépendante de dimensionnement, sinon votre projet n'est pas éligible.

Appréciations complémentaires pour les critères de sélection

- **Votre projet prévoit-il des investissements d'équipements en rénovation ou des nouveaux équipements entraînant un gain d'énergie par unité de production par rapport à la situation initiale ou standard ?** oui non

(Fournir le diagnostic justifiant le gain énergétique)

- **Votre projet prévoit de l'aménagement de locaux et/ou de l'investissement en matériels visant à améliorer la performance énergétique des bâtiments ?** oui non

(Fournir le diagnostic)

Nature des investissements du projet

Auto-construction (seules les dépenses de matériel, achat, location sont éligibles)

Catégorisation de l'investissement : postes de dépenses envisagés

- Réalisation d'ouvrages de stockage Couverture de fosse
 Equipement(s) pour la gestion des effluents (dont les séparateurs de phase)
 Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)
 Etudes et diagnostics d'avant-projet (frais d'ingénieurs et de consultation, études de faisabilité, de diagnostics...)

Appréciation complémentaire des critères d'éligibilité

■ **A l'échelle de l'exploitation, êtes-vous en système de production « tout lisier » ?** oui non
(Si oui, en 2023 votre projet effluent n'est pas éligible. Se référer à la notice pour la définition. La déclaration sera vérifiée dans le DEXEL.)

■ **L'ouvrage de stockage sera-t-il couvert ?** oui non
(Obligation en zone montagne)

■ **Analyse de votre situation vis-à-vis des normes liées à la gestion des effluents**

Pour rappel vos infrastructures de gestion des effluents doivent être en régularité au regard des normes.

Veillez cocher la situation qui vous correspond : **si vous ne correspondez pas à l'une des 3 catégories listées, votre projet n'est pas éligible.**

• **1) Vous êtes éleveur JA et votre projet concerne la gestion des effluents (se référer à la notice pour la définition JA).**

a) **Etes-vous JA ayant créé une exploitation ?** oui non

Vous avez 2 ans à partir de la date d'installation pour obtenir des aides de mise en conformité. Ce qui implique d'avoir fini les travaux avant cette date. Par création d'exploitation, il faut entendre création de nouvelles entreprises rurales. La reprise d'exploitation préexistante ne vaut pas création.

b) **Etes-vous JA ayant repris une exploitation non aux normes ?** oui non

Le délai pour obtenir des aides de mise en conformité (ce qui implique de réaliser les travaux avant) est fonction de votre date d'installation et de la date d'application de la norme. Il est égal à date d'application de la norme + 2 ans moins la date d'installation. En cas de ZV, la date d'application peut être prolongée si vous avez fait une déclaration d'intention d'engagement d'accroissement (DIE) en préfecture/DDT dans le délai imparti.

Si vous avez répondu oui à l'une des 2 catégories ci-dessus, veuillez remplir les champs du paragraphe c.

c) Compléments d'informations :

Pour les JA, en cas de mise en conformité zone vulnérable (ZV), les capacités réglementaires de stockage des effluents d'élevage liés aux effectifs existants (RSD ou ICPE) au moment du dépôt de la demande peuvent être admissibles au financement en fonction des dates d'application de ces normes. Votre exploitation doit détenir à l'issue du projet, les capacités réglementaires exigibles en ZV.

Vous devez fournir un Dixel ou un pré-Dixel au regard de la situation après travaux sauf dans le cas d'aires paillées intégrales autorisant un stockage au champ.

- Vos travaux seront terminés dans les délais impartis pour pouvoir obtenir une aide « effluent » ? oui non
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet les capacités exigibles ? oui non
- Si vous êtes JA bénéficiant ou ayant demandé des aides à l'installation, vos travaux « effluents » sont inscrits dans un Plan d'Entreprise ? oui non

• **2) Hors JA et NA (nouvel agriculteur ; cf. définition notice), vous êtes éleveur en ZV (zone vulnérable) 2021 ou en ZV 2018 sur le bassin Seine Normandie (sous condition de DIE) et votre projet concerne la gestion des effluents.**

Vous devez donc obtenir une aide à la mise en conformité et réaliser vos travaux 2 ans après la date d'application de la norme ZV. Cette date peut être prolongée selon que vous ayez fait une déclaration d'intention d'engagement d'accroissement (DIE) en préfecture/DDT dans le délai imparti. Votre exploitation doit détenir à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV. Les capacités réglementaires de stockage des effluents d'élevage liés aux effectifs existants (RSD ou ICPE) au moment du dépôt de la demande ne sont pas admissibles au financement.

- a) Avant zonage, votre exploitation détenait les capacités exigibles ? oui non
b) Votre exploitation détiendra à l'issue du projet les capacités exigibles ? oui non

Si vous avez répondu oui aux 2 questions précédentes, veuillez remplir les champs suivants ? :

- * Vous êtes dans le cas d'API autorisant un stockage au champ avant et/ou après travaux : oui non
 (API : Aire Paillée Intégrale)
- Les bâtiments de logement existant avant le projet sont tous sur API ? : oui non
Si non joindre l'expertise de dimensionnement avant travaux (Dexel ou pré-Dexel).
 - Les bâtiments de logement après le projet sont tous sur API ? : oui non
Si non joindre d'expertise de dimensionnement après travaux (Dexel ou pré-Dexel).
- * Vous n'êtes pas dans le cas d'API autorisant un stockage au champ ni avant ni après travaux ? : oui non
Si oui, vous devez fournir un Dexel ou un pré-Dexel indiquant vos capacités avant et après projet.

3) Hors JA, vous êtes NA éleveur en ZV (zone vulnérable),-vous créez une exploitation-et votre projet concerne la gestion des effluents

En cas de création d'exploitation vous avez 2 ans à partir de votre date d'installation pour être aux normes donc 2 ans pour obtenir une aide à la mise en conformité et réaliser vos travaux.

Votre exploitation détiendra à l'issue du projet les capacités exigibles ? oui non

Si vous avez répondu oui, veuillez remplir les champs suivants ? :

- * Vous êtes dans le cas d'API autorisant un stockage au champ avant et/ou après travaux : oui non
 (API : Aire Paillée Intégrale)
- Les bâtiments de logement existant avant le projet sont tous sur API ? : oui non
Si non joindre l'expertise de dimensionnement avant travaux (Dexel ou pré-Dexel).
 - Les bâtiments de logement après le projet sont tous sur API ? : oui non
Si non joindre d'expertise de dimensionnement après travaux (Dexel ou pré-Dexel).
- * Vous n'êtes pas dans le cas d'API autorisant un stockage au champ ni avant ni après travaux ? : oui non
Si oui, vous devez fournir un Dexel ou un pré-Dexel indiquant vos capacités avant et après projet.

Veillez pour finir remplir ci-dessous le tableau de dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage. Pour cela se reporter au Dexel.

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Pré-dexel ou Dexel	Capacité totale (en m3) de l'ouvrage en projet (à reporter à partir du devis retenu)	Montant en euros du devis retenu	Capacité (en m3) exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant-projet	Capacité réglementaire (en m3) minimum à détenir à l'issue du projet (forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)

Appréciation complémentaire pour les critères de sélection

- **Etes-vous en possession d'un plan d'épandage ?** oui non
(Fournir la pièce justificative)
- **Pratiquez-vous le compostage de fumier ?** oui non
(Fournir la pièce justificative)

4. INDICATEURS TRANSVERSAUX

Ces champs obligatoires permettent d'alimenter le suivi de la performance des aides FEADER attribuées tout au long de la programmation 2023/2027 conformément à la réglementation européenne. Ils seront utilisés à des fins statistiques.

■ Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste OTEX en annexe de la notice) :	_____
■ Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il ? (Cf. liste OTEX en annexe de la notice) :	_____
■ Quelle est la taille de votre exploitation agricole ? SAU en ha : _____ ha	
■ Quelle est la taille du cheptel en UGB (cf. annexe de la notice et tableau p 9 pour le calcul) : _____	
■ Votre projet d'investissement contribue-t-il à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui justifier : _____	
■ Plus spécifiquement, votre projet d'investissement contribue-t-il à la production d'énergie renouvelable ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui justifier : _____	
■ Votre projet d'investissement contribue-t-il à la protection des ressources naturelles ? : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui justifier : _____	
■ Votre projet d'investissement contribue-t-il à l'amélioration numérique de la technologie agricole ? : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui justifier : _____	
■ Votre projet d'investissement contribue-t-il à l'amélioration du bien-être animal (BEA) ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui justifier : _____	
Reprendre ici le nombre d'UGB concerné par l'amélioration du BEA : _____	

Etudes et diagnostics d'avant-projet (frais d'architecte, d'ingénieurs et de consultation, études de faisabilité, diagnostics...)	FG
---	----

Poste de dépenses volet « performance énergétique »

Nom du poste d'investissement	Code à utiliser
Rénovation de bâtiment dans le but d'optimiser/économiser l'énergie (isolation) Equipements dans le neuf vertueux au niveau de la performance énergétique	E1
Achat de matériel visant à améliorer la performance énergétique	E2
Séchage en grange fourrage/culture	E3
Installation de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas de soutien tarifaire	E4
Valorisation de la matière organique	E5
Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)	II
Etudes et diagnostics d'avant-projet (frais d'architecte, d'ingénieurs et de consultation, études de faisabilité, diagnostics...)	FG

6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① Financement public			
Identification des financeurs publics sollicités	Montant demandé en €	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	Montant obtenu en €
Financeurs publics sollicités <u>dans la présente demande</u> d'aide au titre du PSN : <ul style="list-style-type: none"> Europe (FEADER) Région Département Agence de l'eau ADEME 	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autres financements publics attendus pour le projet (sollicités dans le cadre d'une autre demande) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financement public			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

② Contributions privées		
Identification du financeur privé	Montant demandé en €	Montant obtenu en €
Préciser : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total contributions privées		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

③ Emprunts			
Identification du prêteur	Montant demandé en €	Type de prêt	Montant obtenu en €
Prêt au taux du marché (préciser la personne morale ou physique banque, société de crédits, ...): _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	Prêt accordé : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Prêt ayant une subvention équivalente (*) (préciser : banque, société de crédits, ...) _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _	Préciser : (prêt à taux zéro, ...): _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
(*) Prêt ayant une subvention équivalente : subvention incluse dans un prêt via un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. La différence entre le taux du marché et le taux pratiqué est considérée comme une aide. Les prêts à taux zéro (PTZ) sont des prêts qui contiennent une subvention équivalente.			
Sous-total emprunts			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

④ Financements du demandeur	
Source de financement	Montant en €
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autre	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financements du demandeur	

TOTAL ① + ② + ③ + ④

TOTAL général = coût du projet (doit être égal au total des dépenses prévues)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
---	--------------------------

7. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) :

- à bénéficier des aides au titre du type d'intervention 73.01 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique.

J'atteste (nous attestons) :

avoir pris connaissance que l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles peut avoir pour effet qu'une dépense recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide ; si mon projet ne concerne pas les produits agricoles, l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat (régime d'aide avec incitativité, donc hors de minimis) peut avoir pour effet que l'intégralité de mon projet ayant un commencement d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide et que mon opération ne pourra commencer avant la date indiquée dans l'accusé de réception de ma demande d'aide,

avoir au moins 18 ans au dépôt de ma demande et ne pas avoir fait valoir mes droits à la retraite. En cas d'exploitation sociétaire ou de projet porté par un groupement d'agriculteurs, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge,

ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet ou les mêmes dépenses,

le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural,

• avoir effectué l'état des lieux de l'exploitation permettant de déterminer si je dois joindre à ma demande une expertise de dimensionnement avant et/ou après réalisation de mes investissements,

avoir pris connaissance des points de contrôles, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet aidé,

respecter les normes minimales attachées à mon (notre) projet (vous reportez à la notice d'information) et n'avoir fait l'objet à leur sujet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande,

être informé(s) que ma (notre) demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, mon (notre) dossier peut ne pas être retenu.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

à avoir pris connaissance et à respecter les délais de réalisation de mon projet (délais qui vous seront précisés dans la décision juridique),

à détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de versement du solde de la subvention,

à informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,

à me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN,

à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet »,

à répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe 3 (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu)

à ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide,

à respecter les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 (valable uniquement pour les fondations et les associations),

• à tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération,

• à fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui me (nous) seront demandées par l'autorité compétente,

• à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide.

Je suis informé (nous sommes) informé(s) :

que, conformément au règlement communautaire n°2021/2116 du 2 décembre 2021 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.

les données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2034

conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données), je peux accéder aux données me concernant ou demander leur effacement. Je dispose également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de mes données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 4 square Castan – CS 25031 - BESANÇON CEDEX ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr.

pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles je peux contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (4 square Castan – CS 25031 - BESANÇON CEDEX, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

8. PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Pièces relatives au porteur			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous		
Relevé d'identité bancaire (RIB)	Tous		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous		
Copie d'une pièce d'identité valide	Toutes personnes physiques et tous les associés des GAEC. Au moins une personne vérifiant la condition d'âge ou représentant légal pour les autres personnes morales et les groupements d'agriculteurs		
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels	Tous		
Attestation souscription assurance (ATEXA)	Tous (excepté pour les dirigeants de société sans associés cotisant à l'ATEXA, les structures de droit public et les associations)		
Document justifiant que le demandeur n'a pas fait valoir ses droits à la retraite	Pour les porteurs en âge de départ à la retraite		
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales fiscales et comptables (cf. annexe)	Tous		
Extrait K-bis ou Certification d'identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers	Toutes formes sociétaires et les CUMA		
Tableau de associés ou adhérents rempli (cf. caractéristiques du demandeur selon la catégorie)	Toutes formes sociétaires et les groupements d'agriculteurs		
Exemplaire des statuts à jour	Tous excepté les personnes physiques		
Preuve de la représentation légale et preuve du pouvoir à demander l'aide si le signataire n'est pas le représentant légal	Personne morale (hors GAEC), groupements d'agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations		
Tout document attestant de la qualité du demandeur, attestant du lien entre la personne morale et la personne physique et qui stipule que cette dernière est habilitée à engager l'entreprise	Personne morale		
Pièce valide au moment de la demande, portant délégation ou subdélégation de l'autorité responsable de la structure administrative (le demandeur)	Administration		
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE)	GIEE		
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative)		
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Fondations et associations		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Associations, établissements d'enseignement agricole et de recherche, établissements de développement agricole, collectivités, GIEE et les groupes de projet du PEI sous forme associative		
Document comptable : bilan pour l'existant	Tous exceptés demandeurs publics		
Dernier budget voté + délibération ou PV de l'organe compétent	Collectivités		
L'attestation signée « confirmation du respect des règles de la commande publique	Tous excepté les personnes physiques et les GAEC		
Pièces relatives au projet			
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments		
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Construction/travaux		
Plan de situation et plan de masse des travaux	Travaux		
Plan des aménagements intérieurs	Travaux		
Plan avant travaux et après travaux	Travaux de rénovation		
Pièce comptable attestant que plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par l'activité d'élevage	Filière équine		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Certificat de conformité concernant signe officiel de qualité et d'origine pour l'atelier animal concerné ou charte bien-être animal	Filière volaille ou porcine		
Justificatif du respect de la condition d'économie d'énergie (diagnostic énergétique)	Filière volaille ou porcine en conventionnel		
Justificatifs de conformité aux cahiers des charges BEA attendus	Filière volaille ou porcine en conventionnel		
ICPE : preuve de dépôt en ligne	Si installation soumise à la réglementation		
Expertises de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections animales (méthode Dixel) : • Avant projet • Après projet	Tout projet d'investissement ayant un impact sur la gestion des effluents selon l'analyse de la situation vis-à-vis des normes effluent		
Devis de gestion des effluents permettant de justifier que l'exploitation sera aux normes après travaux	Tout projet d'investissement ayant un impact sur la gestion des effluents		
Diagnostiques BEA et biodiversité Pour les groupements d'agriculteurs, tous les diagnostics des exploitations concernées	Tous selon la nature du projet		
Attestation de réforme ou de revente du matériel (annexe)	En cas de remplacement		
Attestation comptable d'amortissement du matériel	En cas de remplacement		
- Accord/Autorisation du détenteur de la voie (mairie, services du Département ou Direction départementale des routes) pour la réalisation d'un boviduc. (Cf. https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vos_droits/R17000) - Dossier complet déposé dans le cadre d'un subventionnement public pour un boviduc sur une partie non présentée au présent dossier - Diagnostic d'autonomie alimentaire montrant la nécessité de l'équipement pour convertir une parcelle fauchée en parcelle pâturée à creuser, réalisé par la chambre ou des techniciens d'instituts techniques, peut être inclus dans les frais généraux et donc subventionnable	Volet bâtiment : investissement dans un boviduc		
Prescriptions architecturales et paysagères dans le volet paysager du permis de construire certifié par un architecte diplômé de l'état.	Volet bâtiment : projet d'intégration paysagère		
- Soit une attestation de contrôle par la Direction Départementale en charge de la Protection des Populations (DDPP) datant de moins d'un an justifiant de la conformité aux règles de bien-être animal ; Soit le résultat d'un diagnostic BEA (cf. annexe notice)	Volet bâtiment : projet BEA		
Attestation de réalisation de diagnostic global énergie GES en agriculture	Volet énergie : tous, sauf en cas de dérogation		
Diagnostic global énergie-GES en agriculture	Volet énergie : tous, sauf en cas de dérogation		
Etude d'installation de production d'énergie	Volet énergie : projet de production d'énergie renouvelable		
Etude de dimensionnement du projet	Volet énergie : projet de séchage solaire en grange		
Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles et au plan de financement			
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT <u>Ou</u> - les pièces du marché en cas de procédure formalisée <u>Remarque</u> : si la dépense peut être rattachée à un référentiel national des coûts, un seul devis suffit.	Tous		
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable		
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet		
Pièces justificatives du(des) marché(s) publics	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique		
Pièces relatives aux critères de sélection			
Grille de sélection remplie	Tous		
Audit technico-économique ou étude spécifique liés à l'investissement de moins de 2 ans et fait par un organisme indépendant	Tous		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
ARC demande d'aide à la création d'un atelier diversification sur un appel à projet « diversification » concomitant ou précédent l'appel à projet « modernisation »	Tous		
Pièces justificatives comptables	Demandeur possédant déjà un atelier de diversification ou en cours de diversification de sources de revenus		
- Certificats de conformité concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) pour l'atelier animal concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. - Ou preuve de démarche engagée concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO hors AB) pour l'atelier animal concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats SIQO ou preuve de démarche engagée (hors AB).	Tout atelier animal sous SIQO		
- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 11 des Programme de développement rural (de Bourgogne ou de Franche Comté) ou du dispositif 70.01 du PSN. Si la demande d'aide est déposée par une CUMA ou un autre type de groupement agricole, cette notification est à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide conversion à l'agriculture biologique	Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion en agriculture biologique pour l'atelier concerné		
- Attestation du syndicat du produit agricole - Attestation d'engagement	Porteur de projet en conversion AB		
- Tout document probant de reprise d'exploitation (ex : Déclaration d'intention de cessation d'activité, dossier SAFER...) - Inscription au répertoire départ/installation	Exploitation avec repreneur qualifié		
Attestation du statut partenaire d'un groupe PEI dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN	Actions collectives PEI : opération portée par l'un des partenaires		
- Certificat d'adhésion au GIEE - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans le projet du GIEE	Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents		
Document justifiant que la surface en herbe (prairies permanentes + temporaires) > 50% SAU	Toute filière lait		
Diagnostocs BEA ou biosécurité pour l'atelier Pour les groupements d'agriculteurs, tous les diagnostics des exploitations concernées	Volet bâtiment uniquement : Tout atelier ayant réalisé un diagnostic BEA ou biosécurité		
Audit bas carbone de niveau 2 datant de moins de 2 ans	Tout demandeur concerné		
Attestation d'adhésion à des pratiques agricoles exemplaires (groupe 3000, Dephy)	Tout demandeur concerné		
ARC de la demande d'aide ou notification de la décision d'aide	Demandeur ou bénéficiaire d'aides MAEC systèmes herbagers, polyculture-élevage, et herbivores		
ARC de la demande d'aide ou notification de la décision d'aide	Demandeur ou bénéficiaire d'aides MAEC		
Justificatifs de travaux finis depuis moins de 5 ans	Volet bâtiment uniquement : exploitation possédant déjà un stockage d'eau potable ou de fourrage destinés à l'alimentation du bétail		
Tout justificatifs (factures, photos...) démontrant la réalité des travaux. Ces travaux doivent avoir été terminés depuis moins de 5 ans.	Volet bâtiment uniquement : exploitation déjà équipée de stockage de litière pour les animaux de l'exploitation		
- Tout document probants justifiant le caractère local du bois (ex : certificat de provenance du bois, attestation de transformation en Bourgogne Franche Comté ou dans un rayon de 100 km par rapport au siège de l'exploitation) - Devis détaillés - Fiche d'intégration paysagère renseignée par architecte (CAUE, conseil DDT, ou toute structure habilitée)	Volet bâtiment uniquement : Projet concerné par de la charpente bois ou du bardage		
Plan d'épandage	Volet effluent uniquement		
Pièce justifiant la déclaration	Volet effluent uniquement En cas de compostage de fumier		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Diagnostic énergie justifiant un gain d'énergie par unité de production par rapport à la situation initiale ou standard	Volet énergie uniquement : Équipement en rénovation ou nouvel équipement		
Diagnostic énergie	Volet énergie uniquement : rénovation dans le but d'optimiser et/ou économiser l'énergie ; aménagement de locaux et matériels		
Pièces relatives aux majorations, bonifications et sur-plafonds			
Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation CJA mentionnant la date d'installation - ARC demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans) pour les non installés. Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur. - Attestation CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - ARC demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans) pour les non installés pour tous les associés exploitants sollicitant le statut de jeune agriculteur.	Jeune agriculteur faisant valoir des aides à l'installation		
- Attestation d'inscription MSA - Plan de professionnalisation personnalisé Et/ou - Etude économique liée à l'installation	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur		
- Diplômes ou attestation d'expérience professionnelle permettant de justifier de la capacité professionnelle agricole (CPA) - Ou dérogation préfectorale à la CPA - Ou autorisation d'exploiter	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur		
- Diagnostic global en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans la notice)	Projet qualifié de « projet stratégique »		
Certificat AB de l'exploitation. Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats AB des exploitations concernées	Exploitation bio		
Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	Actions collectives : projet porté par un GIEE		
- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 PEI du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN - Attestation de la structure porteuse du groupe opérationnel (PEI) justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	Actions collectives : opérations collectives de CUMA, opérations du PEI (mesure 16-du PDR ou du type d'intervention 77.01 du PSN).		

Le cas échéant le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

Attention : l'absence de justificatifs obligatoires entraîne la non-complétude de votre dossier et ne permet pas de réceptionner votre dossier complet. Elle entraîne de fait l'inéligibilité de votre demande.

Je soussigné : (Prénom, NOM)		Qualité (Président, ...) :	
M'engage à réaliser le projet à l'appui de cette demande dans les conditions énoncées ci-dessus et certifie exacts et sincères les informations mentionnées.			
Fait à :	Cachet de la structure :	Signature du (des) représentant(s) légal (aux) :	
Le :			

Les données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2040.
Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr.
Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr). »